

PARTNERS GROUP: un milliard pour de la dette privée
Partners Group a obtenu plus de 1 milliard d'euros pour financer un programme d'investissement sur le marché de la dette d'entreprise. Le programme multi-asset credit (MAC) se concentre sur les titres à revenus fixes dans le domaine privé, a précisé le gestionnaire d'actifs mardi. Le capital a été obtenu via le programme MAC 2016 III et un certain nombre de mandats clients. Le programme est impliqué dans plus de 30 crédits dans différents secteurs et régions, notamment dans la société britannique Claranet, fournisseur de services informatiques, ou l'américaine Diligent qui propose des plateformes collaboratives en ligne pour les entreprises.

DYNAMICS GROUP: équipe bernoise renforcée

La société de relations publiques Dynamics Group a nommé Daniel Piazza associé, ce dernier venant renforcer dès septembre l'équipe bernoise, a-t-elle annoncé hier. La nouvelle recrue est actuellement responsable de la communication du groupe énergétique CKW, membre du Grand Conseil lucernois et vice-président du groupe PDC au législatif cantonal. Fin mai, Dynamics Group avait recruté Thierry Meyer, rédacteur en chef du quotidien «24heures», comme associé. Il prendra ses nouvelles fonctions à Lausanne fin 2017.

AIREISIS: montée en force dans le rugby français

Le Coq Sportif, contrôlé par la société de participation montreuillienne Airesis, remplacera Adidas comme équipementier du XV de France et des autres sélections nationales à partir de l'été 2018 et jusqu'en 2024, a annoncé hier la Fédération française de rugby (FFR). «Le XV de France renoue avec son équipementier historique qui l'avait accompagné jusqu'en 1975 puis de 1980 à 1986», a indiqué la Fédération. Le Coq Sportif succédera à Adidas comme équipementier de toutes les équipes de France à XV et à VII à partir du 1er juillet 2018, juste avant la Coupe du monde de rugby à VII à San Francisco. Le contrat entre la FFR et l'équipementier concerne également le rugby amateur puisqu'il prévoit «une aide substantielle pour contribuer à l'équipement des 1900 clubs du rugby français», a ajouté la FFR. Adidas équipait les équipes de France depuis 2012.

GREUBEL FORSEY: Fabrice Deschanel nommé CEO

Fabrice Deschanel est le nouveau directeur général de Greubel Forsey et de CompliTime, à La Chaux-de-Fonds. Ce franco-suisse âgé de 55 ans aura pour mission de poursuivre les projets en cours au sein de l'entreprise horlogère. Fabrice Deschanel a acquis une expérience de plus de 25 ans dans la haute horlogerie, notamment à la tête d'Audemars Piguet, a indiqué hier Greubel Forsey. Le nouveau directeur général devra en particulier approfondir et renforcer la stratégie «pérennisant les résultats obtenus jusqu'ici». – (ats)

EDIFEA: extension dans le canton de Fribourg

La société genevoise de construction Edifea va ouvrir de nouveaux bureaux à Villars-sur-Glâne. L'entreprise veut y établir une quinzaine de postes de travail dans un horizon de 12 à 18 mois, qui viendront s'ajouter aux cinq collaborateurs déjà actifs dans le canton. Fondée en 2009 à Genève, Edifea a connu une importante croissance et compte plus de 85 collaborateurs, a-t-elle indiqué hier. Une succursale a été ouverte à Lutry en 2012, afin de se rapprocher de différents projets de construction dans le canton de Vaud. L'établissement dans le canton de Fribourg répond aussi à cette logique de rapprochement.

SCHL: comptes solides pour la coopérative lausannoise

La Société Coopérative d'Habitation Lausanne (SCHL) a engrangé en 2016 un bénéfice net presque stable à 1,42 million de francs et des revenus locatifs en hausse de 0,9% à 27,3 millions, a indiqué hier l'entreprise. Durant la période sous revue, les revenus totaux ont pris 0,2% à 28,0 millions et le revenu brut a progressé de 0,7% à 12 millions. Les subventions pour leur part ont diminué à 0,70 million, contre 0,86 million il y a un an. Grâce à la réduction des coûts, SCHL se trouve 7,8% au dessus de son budget. La valeur nette des immeubles de placement s'inscrit à 364 millions. Les biens immobiliers en construction ou rénovation sont quant à eux valorisés à 9,3 millions.

HILTI: reprise du norvégien Oplaend actif dans le offshore

Le fabricant de machines de construction Hilti a acquis le groupe norvégien Oplaend System, spécialisé dans les solutions destinées à l'industrie offshore. Le prix de la transaction n'est pas dévoilé. Cette reprise doit permettre à la société liechtensteinoise d'étendre ses activités pétrolières, gazières et éoliennes ainsi que de devenir un acteur important dans le secteur offshore. Fondé en 1977, Oplaend System a dégagé en 2016 un chiffre d'affaires de quelque 1,5 milliard de couronnes norvégiennes (environ 171 millions de francs), a précisé Hilti hier. Le groupe dispose de 14 filiales réparties dans le monde et emploie environ 400 personnes. Basée à Klepp, l'entreprise va désormais opérer comme une entité combinée avec Hilti pour les activités offshore.

SIKA: la holding SWH conteste des décisions d'AG

Le chimiste du bâtiment Sika fait à nouveau face à une contestation de certaines décisions prises en assemblée générale. La holding Schenker-Winkler (SWH), qui représente les intérêts des héritiers de la famille fondatrice Burkard, va recourir contre la réélection le 11 avril dernier des administrateurs Monika Ribar, Daniel Sauter, Ulrich Suter et Christoph Tobler, ainsi que celle du président Paul Hälgi. La non-élection du candidat de SHW Jacques Bischoff fait également partie des points contestés, a indiqué hier le groupe zougnois. La famille Burkard, qui détient 16,1% du capital mais 52,4% des droits de vote, poursuit ainsi son bras de fer contre les dirigeants de Sika, qui s'opposent à une prise de contrôle par le français Saint-Gobain. Lors de l'assemblée du 11 avril, SWH a vu ses droits de vote réduits à 5% pour certains points de l'ordre du jour, notamment les élections. Le conseil d'administration de Sika avait déjà agi de la même manière par le passé.

La banque Piguet Galland devient partenaire de Raizers

FINTECH. La banque accueillera tous les événements de la plateforme d'investissement. Intérêt marqué des clients.

La banque privée Piguet Galland et la plateforme européenne d'investissement en ligne Raizers ont annoncé hier avoir conclu un partenariat. Pour Raizers, c'est une nouvelle étape qui valide le concept et soutient la crédibilité du modèle, l'entreprise étant désormais leader en Suisse et très active au niveau européen. Précisions sur les modalités de ce nouveau partenariat avec Maxime Pallain, co-fondateur et CEO de Raizers.

Quelle est l'origine et la logique de ce partenariat?

Nous avons commencé à discuter avec Piguet Galland il y a environ six mois et il y a eu tout de suite la volonté de travailler ensemble. Ils ont conscience de la nécessité de se réinventer et de proposer des nouveautés à leurs clients et de notre côté, cela nous permet d'étendre notre réseau. Nous avons commencé par organiser des événements dans leurs locaux, en présentant les entrepreneurs sur la plateforme, ce



MAXIME PALLAIN. Nous réfléchissons aux possibilités de renforcer notre partenariat.

qu'il leur a permis de mieux cerner notre modèle. Nous avons convié des investisseurs de notre réseau, puis, la banque convaincue, a également décidé d'inviter ses propres clients, dont de nombreux dirigeants d'entreprise intéressés par notre offre.

S'agit-il d'un partenariat exclusif et quelles en sont les modalités?

Pour l'heure, Piguet Galland souhaite continuer à soutenir notre démarche en s'associant étroitement avec Raizers et en hébergeant tous nos événements, qui

se tiendront tous les deux mois environ. Nous prévoyons un événement de grande envergure ensemble à la fin de l'année, qui sera un événement unique et exclusif pour notre communauté. En outre, le fait que Piguet Galland soit détenue par une Banque Cantonale (la BCV) fait du sens pour nous. S'agissant des modalités, Piguet Galland définit les contours de son rôle à un service en plus, pour ses clients, une manière originale de les connecter avec l'opportunité d'être en contact avec de nouvelles entreprises dont Raizers, de moderniser l'image de la banque et de montrer leur volonté d'avancer dans la nouvelle économie. Il n'y a pas d'échange de commissions entre nous, plutôt de nombreux échanges et réflexions sur les différentes possibilités pour renforcer notre partenariat, de la manière la plus utile à nos clients respectifs.

Pensez-vous développer d'autres partenariats de ce genre?

A l'étranger ou sur d'autres segments?

Oui, il y a différentes options étudiées pour notre plateforme avec différents acteurs de l'investissement. Nous sommes par exemple en discussions avec une grande banque privée en France. Toutes les banques sont très curieuses et sentent qu'il ne faut pas laisser passer le train. Nous travaillons déjà avec plusieurs banques dans les pays où nous sommes actifs de manière ponctuelle. Au-delà de la banque privée, on peut aussi imaginer des partenariats avec des banques retail par exemple, qui proposent dans certains pays un parrainage pour encourager l'investissement. On peut aussi imaginer la création d'un fonds de placement qui investirait sur tous nos projets, afin de diversifier les risques et de permettre au plus grand nombre d'investir, sans avoir à faire un choix entre les différents projets.

INTERVIEW: MARJORIE THÉRY

Le genevois Carnegie FS lance un nouveau portail agréé Finma

INVESTMENT FUNDS. La naissance de Fund-Services.com coïncide avec une fusion.

PIOTR KACZOR

Alors que vendredi, ifund Services et fundinfo annonçaient leur fusion pour ne plus former qu'une seule plateforme fundinfo, le gérant de fonds genevois Carnegie Fund Services (CFS) faisait état du lancement de la plateforme internet Fund-services.com, à la faveur de l'autorisation obtenue à cet effet par la Finma. Une plateforme qui s'adresse aux investisseurs qualifiés et privés, ainsi qu'aux sociétés et aux distributeurs de fonds. Pour permettre aux utilisateurs une consultation gratuite et sans autre forme d'enregistrement, ainsi que le précise le communiqué diffusé par la plateforme genevoise contrôlée à 100% par Carnegie Fund Services, un acteur majeur de la représentation et de la distribution de fonds de placement étrangers en Suisse. Basé à Genève, Carnegie Fund Services avait obtenu en 2003 de l'ancienne Commission fédérale des banques (CFB), l'actuelle Finma, l'autorisation d'assumer cette fonction, et l'année suivante, le statut d'intermédiaire financier du Département fédéral des finances.

Conception intuitive

Carnegie Fund Services est dirigé par Neil Carnegie en tant que directeur général et associé fondateur, au bénéfice d'une vaste expérience internationale dans le domaine bancaire et de la finance. L'objectif de fund-services.com vise à aider les sociétés de fonds

LES PLATEFORMES RECONNUES PAR LA FINMA*	
Société et lieu	Portail internet
ACOLIN Info Tech AG, Zurich	www.fundpublications.com
Fundinfo AG, Zurich	www.fundinfo.com
fund-services.com SA, Genève	www.fund-services.com
Le Temps SA, Genève	www.letemps.ch/ economie finance/fonds placement
Neue Zürcher Zeitung AG, Zurich	http://www.nzz.ch/finanzen/fonds/
Swiss Fund Data AG, Zurich	www.swissfunddata.ch
*Au sens de l'art. 39 OPCC. Finma	

d'investissement dans la diffusion des documents, des brochures commerciales ainsi que des valeurs nettes d'inventaires des fonds. La plateforme se veut bien sûr aussi de conception intuitive, pour permettre aux investisseurs d'obtenir, «en seulement trois clics» selon la société, toutes les informations nécessaires au processus de sélection, dans l'une des trois langues officielles suisses ou l'anglais. Malgré les nombreux sites permettant aux investisseurs de répertorier, visualiser et sélectionner la multitude de fonds d'investissement disponibles, par différentes catégories et performances, les plateformes électroniques reconnues par la Finma comme organes de publication au sens de l'art. 39 de l'ordonnance sur les placements collectifs de capitaux ne sont qu'un nombre de six, ainsi que l'illustre le tableau ci-dessus. Alors que c'est en 1999 que Credit Suisse

avait fait oeuvre de pionnier bancaire en lançant le premier portail interactif et comparatif de fonds de placement sur un site internet, Fund Lab, toujours accessible sur le site de l'établissement.

Le rôle clé de la recherche

Quant à la fusion qui vient de donner naissance à fundinfo, celle-ci intervient après une phase de collaboration réussie des deux parties mais sous des entités distinctes durant plus d'une décennie. Philippe Portmann, le CEO de fundinfo, souligne l'apport précieux de l'équipe d'analystes en fond de placement de ifund. A son gré, «la nouvelle équipe de recherche nous permettra de relever substantiellement notre offre de services, grâce à de la recherche sur mesure dans les fonds de placement et à la solution logiciel-service (SaaS) «Digital-Advisor» que nous venons de développer». ■

Localsearch réorganise ses effectifs

SWISSCOM. La filiale localsearch, anciennement Swisscom Directories, va supprimer plus de 40 emplois dans le cadre de sa transformation. Le numéro un des annuaires en Suisse veut s'orienter vers de nouveaux secteurs d'activité. Localsearch va réduire le nombre de postes dans les secteurs traditionnels à hauteur de 5%, a annoncé l'entreprise hier. La société compte actuellement quelque 850 collaborateurs, a précisé à l'ats le porte-parole Christos Bräunle.

En partenariat avec les syndicats syndicom et transfair, ainsi que la commission du personnel, l'entreprise a mis au point un plan social, qui sera utilisé dans le cadre de ces suppressions de postes. Les discussions avec les collaborateurs touchés doivent avoir lieu en juin.

Focus sur le numérique

La filiale du géant bleu entend accompagner les petites et moyennes entreprises (PME) dans leur transition numérique. Dans ce but, localsearch va étoffer son portefeuille de produits numériques externes. A l'avenir, les PME pourront renforcer leur présence numérique sur toutes les plateformes, les services de cartographie et de navigation d'importance disponibles sur Internet. La création de nouvelles prestations de service pour les plateformes de médias sociaux et l'établissement d'une filiale sont également envisagés. L'entreprise souhaite créer des postes dans les nouveaux secteurs d'activité. Quelque 80 emplois y ont déjà vu le jour. – (ats)